



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée  
Cité administrative TRAVOT  
10 rue du 93ème RI - Bât A2  
85000 La Roche sur Yon  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 02 Août 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### Visite d'inspection du 26/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BRANGEON Recyclage**

4 rue Chevreul ZI du Cormier  
B.P. 411  
49300 Cholet

**Références :** D24.0289  
**Code AIOT :** 0006308646

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2024 dans l'établissement BRANGEON Recyclage implanté ZI Actipole 4 rue Jacqueline Auriol 85170 Bellevigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi de la mise en demeure qui a été notifiée à la société BRANGEON Recyclage Atlantique par arrêté préfectoral n° 2024-DCPATE-107 du 03 avril 2024.

Cet arrêté fait suite à la visite du 05 décembre 2023 initialisée par un signalement pour manquements à la réglementation des installations classées pour l'environnement (dispersion sur les zones environnantes de déchets de plastiques légers liée aux envois).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRANGEON Recyclage
- ZI Actipole 4 rue Jacqueline Auriol 85170 Bellevigny
- Code AIOT : 0006308646
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Bellevigny est un centre de transfert de déchets non dangereux, avec tri sommaire de certains déchets. Il est également autorisé et agréé pour la prise en charge de véhicules hors d'usage.

Il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 25/10/2018, et d'un arrêté préfectoral complémentaire du 30/05/2016 pour l'agrément véhicules hors d'usage.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositif de limitation des envols	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, articles 2.2.2 et 9.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Prévention des envols - dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Déchets interdits à l'admission	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 1.1.7	Susceptible de suites	Sans objet
4	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 2.2.2	Susceptible de suites	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté au cours de ce contrôle que l'exploitant a :

- procédé au remplacement de l'ensemble des filets qui étaient déchirés ou mal fixés ;
- installé un filet anti-envols supplémentaire de 12 m de longueur et de 3 m de hauteur sur le mur de stockage de la case des déchets plastiques ;
- procédé au ramassage des envols (déchets plastiques légers) pris dans les arbres après élagage de ces derniers ;
- nettoyé l'ensemble de son site et de ses abords immédiats.

L'exploitant a satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-DCPATE-107 du 03 avril 2024. En conséquence et au vu des nouveaux constats suite à la visite du 26 juillet 2024, l'inspection ne propose aucune suite administrative et prend acte du respect de cet arrêté.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositif de limitation des envols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, articles 2.2.2 et 9.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositif de limitation des envols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/12/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/07/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 2.2.2 - Intégration dans le paysage

[...]

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...

En particulier, un mur en béton d'une hauteur de 4 m surmonté d'un filet d'une hauteur de 3 m protège la limite Nord-Est du site.

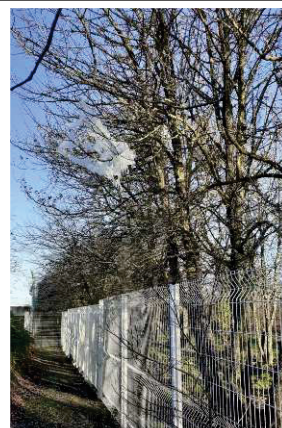
Article 9.2 - Échéancier des travaux à réaliser

L'exploitant réalise les travaux au plus tard fin 2018.

#### Constats :

Lors de la visite du 05 décembre 2023 l'inspection des installations classées avait constaté que des déchets de plastiques légers étaient présents à l'extérieur du site et notamment dans les arbres situés au Nord Est de l'exploitation.

#### Photos réalisées le 05 décembre 2023



La présence de ces déchets a mis en évidence que les dispositifs de limitation des envols mis en place par l'exploitant n'étaient pas efficaces. En particulier sur la partie Nord Est du site :

- de nombreux filets étaient déchirés et mal fixés ;
- un filet d'une hauteur de 3 m et d'une longueur de 12 m n'avait pas été mis en place ;

#### Photos réalisées le 05 décembre 2023



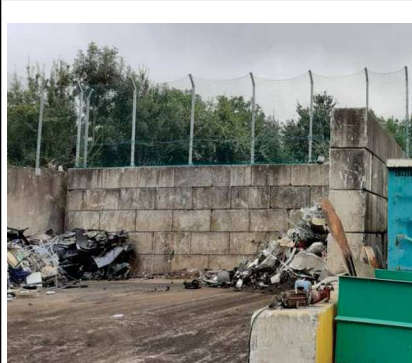
Filet anti-envols absent

Suite à ce constat, l'inspection a proposé une mise en demeure que le préfet a confirmé par arrêté préfectoral en date du 03 avril 2024.

La visite du 26 juillet 2024 a permis de constater que l'exploitant a :

- procédé au remplacement de l'ensemble des filets qui étaient déchirés ou mal fixés ;
- installé un filet anti-envols supplémentaire de 12 m de longueur et de 3 m de hauteur sur le mur de stockage de la case des déchets métalliques ;
- procédé au nettoyage des arbres dans lesquels des envols étaient présents.

Photos réalisées le 26 juillet 2024



Filet anti-envols installé



Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 2 : Prévention des envols - dispositions générales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 03/07/2024

**Prescription contrôlée :**

Article 3.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et la dispersion de matières diverses dans l'environnement, notamment sur les voies publiques et dans les zones d'habitations environnantes.

[...]

**Constats :**

Lors de la visite du 05 décembre 2023, l'inspection des installations classées avait constaté que :

- des déchets de plastiques légers étaient présents à l'extérieur du site et notamment dans les arbres situés au Nord Est de l'exploitation ;
- qu'une case de stockage des déchets plastiques (rigides et légers).n'était pas équipée d'un dispositif de limitation des envols et que ses abords immédiats n'avaient pas été nettoyés correctement ;



Photos réalisées le 05 décembre 2023



La visite du 25 juin 2024 a permis de constater que :

- l'exploitant a procédé au ramassage des envols pris dans les arbres et au nettoyage de l'arrière de l'ancienne case destinée à recevoir des déchets de plastiques. Cette case a changé d'affectation en janvier 2024. Elle accueille aujourd'hui des déchets d'équipements et d'ameublements ;
- La cellule destinée à recevoir les déchets plastiques a été transférée au sud du site. Cette nouvelle case est équipée de filets anti-envols de 3 m de hauteur.
- les abords immédiats de la case de stockage des déchets plastiques sont propres. L'inspection n'a pas constaté de trace d'envols.

Photos réalisées le 26 juillet 2024



Ancienne cellule – déchets plastiques



Nouvelle cellule – déchets plastiques avec filets anti-envols.



Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

### N° 3 : Déchets interdits à l'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 1.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 1.1.7 - Déchets interdits à l'admission Les déchets non admissibles sur le site sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- déchets fermentescibles,</li><li>- pulvérulents non conditionnés,</li><li>- cadavres d'animaux,</li><li>- déchets anatomiques et infectieux dits déchets médicaux, les déchets hospitaliers,</li><li>- produits radioactifs,</li><li>- déchets explosifs.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Suite à la visite du 07 avril 2022, l'exploitant avait indiqué qu'un dossier de « porter à connaissance » était en cours de finalisation afin que ce site soit autorisé à réceptionner des biodéchets. L'exploitant indique aujourd'hui que ce projet n'est plus d'actualité.  L'inspection a réalisé un examen du registre des déchets « entrants » sur la période du 01/01/2024 au 30/06/2024. Cet examen n'a pas mis en évidence de déchets interdits à l'admission (déchets fermentescibles, pulvérulents non conditionnés, etc..).  Lors de la visite du site, l'inspection n'a pas constaté la présence de déchets interdits.  La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Propreté du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/12/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 2.2.2 - Intégration dans le paysage [...] L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du 05 décembre 2023, l'inspection des installations classées avait constaté que l'arrière de la case de stockage des déchets plastiques et le fossé situé à proximité de la clôture Sud du site n'avaient pas été correctement nettoyés (de nombreux déchets étaient présents -

plastiques rigides et légers, bois etc.).

Photos réalisées le 05 décembre 2023



Lors de la visite du 26 juillet 2024, l'ensemble du site a été contrôlé.

L'inspection a constaté que les zones de stockage et de déchargement sont entretenues et correctement nettoyées et notamment :

- la zone située derrière l'ancienne case de stockage des déchets plastiques ;
- le fossé situé à proximité de la clôture Sud du site.

Photos réalisées le 26 juillet 2024



La prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite